

2020 : Sous l'emprise sanitaire, les inégalités prospèrent

Jacques BERNARDIN

Le contexte socio-politique

En 2019, le début d'année avait été marqué par le mouvement des gilets jaunes. L'année 2020 est celle de la crise sanitaire, avec le confinement complet puis partiel, son lot d'empêchements de se réunir, imposant la distance et contribuant au délitement des liens sociaux. Il a fallu repenser la relation éducative à la hâte, dans l'improvisation, sur fond de cafouillage institutionnel masquant son incurie par des discours lénifiants à l'opinion : tout va très bien, les enseignants sont admirables et la continuité est assurée...

Loin de régresser, les inégalités sociales ont continué de croître, générant leur lot de frustrations, de ressentiment et de colère qu'il faut contenir. Durement réprimées lorsqu'elles s'expriment dans la rue, elles sont aussi détournées, par le biais du débat politique, vers des boucs émissaires. L'extrême-droite se voit doublée sur ses thèmes favoris, dans un jeu rhétorique et politique dangereux permettant de polariser le débat public, d'exacerber l'ethnisation des problèmes sociaux ainsi reconfigurés en problèmes sociétaux, d'activer la xénophobie, détournement de la colère dans un calcul malsain visant les échéances électorales.

Dans le même temps, la crise sanitaire a légitimé une gestion impériale de l'exécutif, qui s'exonère du débat démocratique au nom de l'efficacité autocratique. L'état d'urgence ne cesse de s'étirer, on autorise le fichage des adultes avant même que quelque faute soit commise, le droit d'informer est soumis à restriction, la société de contrôle étend son emprise. Le tout au nom de notre bien commun...

La politique éducative

A quelle société préparons-nous les enfants ? C'est une réelle préoccupation de notre ministre, qui poursuit son œuvre sans relâche : grille d'observation des comportements et de suivi des enfants dès le plus jeune âge, évaluation en maternelle avec guides et recommandations prescriptives pour leurs enseignants, expérimentation d'une méthode de lecture « officielle » rompant avec le principe de liberté pédagogique, dilution de la politique d'éducation prioritaire, instrumentation de l'évaluation pour un pilotage par l'aval, fragmentation des cursus au lycée, promotion de l'apprentissage et réforme de l'enseignement professionnel, baccalauréat à valeur plus locale que nationale... La référence permanente au mérite personnel et l'individualisation des parcours rendent chacun comptable de son destin, dans une occultation des conditions sociales et scolaires perpétuant les discriminations. La promesse d'une « école de la confiance » cache le profilage d'une ségrégation accrue, d'une pauvre école jugée bien suffisante pour les enfants de pauvres.

Le positionnement du GFEN

Dans ce contexte, malgré tous les empêchements matériels, nous avons contribué au débat sur l'éducation.

*D'abord par des prises de position inter-associatives, en filiation de dynamiques amorcées en 2019 :

- **sur la lecture** : « *Apprendre à lire, oui mais comment ?* » (4 pages). AFEF, CRAP-Cahiers Pédagogiques, FCPE, ICEM, GFEN, Ligue de l'Enseignement, SE-UNSA, SNUPI et SNUipp-FSU ;

- **sur la Maternelle** : « *L'école maternelle que nous voulons* ». Faisant suite au « Forum de l'école maternelle par celle et ceux qui la font vivre » organisé à notre initiative le 17 novembre 2018, en réponse aux Assises ministérielles. Document cosigné par AFEF, AGEEM, Collectif ATSEM, ANCP, CEMEA, Collectif Education 94, CRAP-Cahiers Pédagogiques, FCPE, ICEM, GFEN, SE-UNSA, SNUTER-FSU, SGEN-Cfdt, Cfdt-Interco, SNUipp-FSU (novembre 2019) ;

- **sur la politique éducative** : « *Associations, mouvements pédagogiques, syndicats, collectivités locales, rassemblés pour débattre et soutenir une politique publique d'Education ambitieuse !* » (CAPE - déc. 2019).

*En 2020, le GFEN est intervenu :

- **sur le Numérique** : participation au contre-Forum de Poitiers (4 nov. 2020), au Collectif Altern numérique (AFEF, CEMEA, GFEN, OCCE) : Manifeste pour « *Une École démocratique dans une société numérique* ».
- **Sur la Maternelle** : Tribune « *Défendons l'école maternelle* », suite à la note du CSP de décembre 2020, expression du Collectif « Forum de l'école maternelle par celle et ceux qui la font vivre » ; et lettre au Ministre (2 février 2021) co-signé GFEN/ICEM au nom du collectif de 21 associations et syndicats ;
- **sur la politique éducative** : signature de l'*Appel* « *Pour des États généraux de l'éducation* », à l'initiative de *Carnets Rouges* (parution dans *l'Humanité* du 20 janvier 2021).

Notre contribution au débat éducatif s'est par ailleurs faite par le biais de textes publiés sur notre site. En réaction à la pression évaluative, à l'imposition de méthodes d'apprentissages et la montée des prescriptions mettant à mal la liberté pédagogique, notre revue *Dialogue* a participé au débat critique sur plusieurs de ces thèmes :

- l'enseignant concepteur de ses pratiques (N°175 – janvier : « *J'enseigne donc je conçois* ») ;
- l'évaluation (N°176 – avril : « *Prendre la main sur l'évaluation* ») ;
- les méthodes (N°178 – octobre : « *Les méthodes à l'épreuve des finalités* »).

Dans cette période de nouvelles échéances électorales, nous allons être sollicités et nous aurons à nous positionner. Nul doute qu'une large place sera à faire au partenariat inter-associatif et aux relations avec les syndicats.

Un centenaire de l'Éducation Nouvelle moins de célébration que de prospection dynamique ?